

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Tous les Canadiens devraient se demander pourquoi le premier bill présenté par le gouvernement est un bill d'emprunt. Pourquoi le gouvernement du Canada tient-il avant toute autre chose à emprunter 17 milliards de dollars? Qu'est-ce que cela laisse entendre sur notre situation économique? Qu'est-ce que cela laisse entendre sur notre avenir? La première chose que le gouvernement essaie de faire à son retour à la Chambre des communes, c'est d'emprunter encore 17 milliards de dollars, dans bien des cas sans nous dire pourquoi il demande cet argent.

*[Français]*

Monsieur l'Orateur, il y a deux éléments dans le projet de loi que nous étudions ici. Il y a premièrement une demande d'emprunter 7 milliards de dollars pour l'année fiscale actuelle. C'est peut-être normal, mais la chose qui n'est pas du tout normale c'est l'essai du gouvernement d'emprunter maintenant 10 milliards de dollars de plus pour la prochaine année fiscale, sans aucune indication de l'intention d'indiquer à quelle fin on veut consacrer l'argent qu'on veut emprunter.

*[Traduction]*

Nous avons ces deux éléments distincts, monsieur l'Orateur. Nous avons d'abord 7 milliards pour l'année financière en cours qui prendra fin le 31 mars 1979; nous avons ensuite ces 10 milliards mystérieux pour la prochaine année financière qui se termine le 31 mars 1980. Cela nous inquiète tout particulièrement. Le gouvernement nous demande d'emprunter 10 milliards sans nous donner de budget, ni de prévisions, ni d'indication sur ce qu'il entend dépenser, et sans nous donner d'ailleurs d'indications concrètes et intelligentes sur tous ses projets de compression budgétaire. Je répète qu'il nous demande un chèque en blanc de 10 milliards, et ce n'est pas des choses que la Chambre et la population doivent laisser faire sans rien dire.

Cela a des répercussions tout à fait importantes, et notamment sur la dette publique. Au total, le gouvernement a demandé l'autorisation d'emprunter 38 milliards pour les années 1978, 1979 et 1980. S'il l'obtient entièrement, la dette nationale non échue sera en 1980 de 90 p. 100 supérieure à ce qu'elle était en 1977. Une augmentation de 90 p. 100 en trois ans. Ce rythme d'accroissement de la dette publique est sans précédent en temps de paix au Canada. Les intérêts de la dette publique montent en flèche. Ils seront de 80 p. 100 plus élevés en 1979 que l'année précédente. Si nous lui accordons ces nouvelles autorisations d'emprunt, la spirale des intérêts dans laquelle nous sommes engagés va se poursuivre à grands frais pour le pays, et, comme beaucoup de mes collègues l'ont déjà dit au cours de ce débat, pour l'avenir du Canada.

Le second élément qui nous inquiète grandement, c'est que cette requête du gouvernement est spécialement dangereuse parce qu'il a démontré en toutes occasions qu'il était incapable de satisfaire les besoins économiques du pays et de résoudre ses problèmes. Il est déjà assez pénible de supporter un gouvernement aussi incapable—en effet en l'espace d'une seule année financière il est revenu trois fois à la charge pour nous demander l'autorisation de faire de nouveaux emprunts. Mais ce qui est tout à fait inadmissible, c'est qu'il demande un

[M. Clark.]

chèque en blanc pour couvrir ses dépenses, avant que le budget ait seulement été examiné par la Chambre des communes. C'est se moquer du Parlement. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois, ni la dernière j'en suis sûr dans les huit mois qui lui restent. C'est vraiment faire fi du Parlement. C'est chercher comme il ne l'a fait que trop souvent, à gouverner dans le secret, à cacher à la population la comptabilité publique et l'avenir du pays. C'est une augmentation désastreuse de la dette, c'est un prélèvement désastreux pour les générations futures. C'est le très lourd héritage d'un gouvernement imprévoyant et incompétent.

Le gouvernement est incompétent s'il est obligé de revenir si souvent emprunter. C'est le point que je veux faire valoir: il est absolument déplacé—et je le dis avec conviction—de demander l'autorisation de faire ce genre de dépenses, des dépenses de 10 milliards de dollars, sans dire à quoi cet argent servira.

Depuis très, très longtemps le gouvernement actuel a comme habitude d'essayer de se servir de bills omnibus pour faire adopter des choses qui nous répugnent. Il associe à quelque chose qui pourrait être accepté quelque chose de tout à fait inacceptable. C'est ce qu'il fait en l'occurrence. Il aurait pu, à la rigueur venir demander à emprunter sept milliards de dollars pour l'année financière en cours, surtout s'il avait pu nous fournir certaines projections, s'il nous avait dit la vérité au sujet des prévisions de recettes du gouvernement du Canada pour cette année. Ce qui est tout à fait inacceptable, c'est d'ajouter à cette demande d'emprunt de sept milliards de dollars, la faveur d'un chèque en blanc d'un montant de dix milliards.

On nous impose la clôture. Le gouvernement a le pouvoir de limiter le débat. Il s'en sert avec une régularité qui touche presque au réflexe. Cela est aussi dangereux du point de vue du droit de débattre librement les questions, du droit de les étudier à fond, du droit qu'a la population canadienne de connaître les faits, mais le gouvernement en a décidé autrement et nous n'y pouvons rien.

Il y a des mécanismes très réels qu'on pourrait employer pour essayer de départager ce bill et nous les avons étudiés. Ce n'est pas impossible, mais ce sera difficile. Je vois que le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Martin) est à la Chambre ainsi que des membres du Conseil privé. Peut-être, s'il faut s'opposer de façon systématique à ce bill, se joindront-ils au groupe. Cela semble être le rôle des membres du Conseil privé du gouvernement de ce temps-ci.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Ils ne sont que deux.

**M. Clark:** Peut-être, mais je ne suis que le chef de l'opposition.

**Une voix:** C'est bien sûr!

**M. Clark:** Mais je ne serai le chef de l'opposition que pendant six, sept ou huit mois encore et après l'un des nombreux aspirants à la direction du parti libéral, qui ces jours-ci posent des questions assez déconcertantes pour leur gouvernement, pourra espérer occuper mon fauteuil.